



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.652/2/V
du 10 août 2026

advies 79.652/2/V
van 10 augustus 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
20 novembre 2001 fixant les
modalités relatives à la
mobilité du personnel des
services de police'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
het koninklijk besluit van
20 november 2001 tot
vaststelling van de nadere
regels inzake de mobiliteit van
het personeel van de
politiediensten'

Le 26 juin 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de Beliris à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 12 août 2026 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 10 août 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 août 2026.

*

Op 26 juni 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 12 augustus 2026 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 10 augustus 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 augustus 2026.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. La lettre de demande d'avis expose :

« En outre, dans le cadre de son accord, la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, chargée de la Fonction publique, a émis une remarque remettant en cause sa consultation en la matière. Dès lors, par la présente saisine, nous aimerions également obtenir l'avis du Conseil d'État à cet égard ».

Dans le cadre des demandes d'avis qui lui sont adressées, la section de législation exerce le contrôle qui est prévu par les lois coordonnées sur le Conseil d'État et il ne lui appartient donc en principe pas de répondre à des questions d'ordre général ou ne présentant pas de lien direct avec le contenu du projet qui lui seraient posées dans la lettre de demande d'avis. En l'espèce, étant saisie sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de ces lois d'une demande d'avis portant sur un projet d'arrêté royal, la section de législation est appelée à vérifier, outre la compétence de l'auteur de l'acte et le fondement juridique, « l'accomplissement des formalités prescrites ».

La question de savoir si une formalité préalable, en l'espèce celle de l'accord donné par la Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, présente ou non un caractère obligatoire fait donc partie des objets qui sont explicitement soumis au contrôle de la section de législation.

2. Le courrier de la Ministre chargée de la Fonction publique du 1^{er} juin 2026 à destination du Ministre de l'Intérieur énonce :

« Evenwel wil ik erop wijzen dat het in principe niet aan mij is om mij in het kader van de administratieve controle uit te spreken over wijzigingen aan het administratief statuut van de federale politie. Dit valt immers buiten het toepassingsgebied van artikel 2, eerste lid, 1^o, 2^o en 4^o van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat. Aangezien de oorspronkelijke versie van het voorliggende koninklijk besluit werd voorgelegd voor akkoord aan de minister van Ambtenarenzaken, heb ik de controle toch uitgevoerd om het beginsel van het 'parallelisme van de vormen' te respecteren ».

Comme l'alinéa 4 du préambule mentionne l'accord de la Ministre de la Fonction publique dans un visa, il convient de déterminer si l'auteur du projet devait effectivement solliciter cet accord au titre d'une « formalité prescrite » au sens des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' et, partant, mentionner son accomplissement sous la forme d'un visa au préambule en tant que formalité obligatoire.

3.1. L'article 8 de l'arrêté royal du 20 mai 2022 'relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion' soumet à l'accord du Ministre de la Fonction publique les projets d'arrêté

royal ayant pour objet la fixation ou la modification des cadres organiques ou du statut administratif ou pécuniaire du personnel des « services ».

Selon son article 1^{er}, cet arrêté – dont le préambule vise l'article 33, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 mai 2003 'relative à l'organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' comme fondement juridique¹ – s'applique exclusivement aux « services » visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o, de la loi du 22 mai 2003.

L'article 2 de cette loi distingue, pour l'application de la notion de « services », quatre catégories, à savoir l'administration générale (1^o), les services administratifs à comptabilité autonome (2^o), les organismes administratifs publics dotés de la personnalité juridique (3^o) et les entreprises d'État (4^o) :

« Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par 'services' les administrations, organismes et entreprises de l'État fédéral, classés dans l'une des catégories suivantes :

1^o l'administration générale, qui regroupe tous les services publics fédéraux ;

2^o les administrations dotées d'une autonomie de gestion mais sans personnalité juridique, dénommées 'services administratifs à comptabilité autonome' ;

3^o les organismes d'administration publique dotés de la personnalité juridique, appelés 'organismes administratifs publics', à l'exclusion des organismes publics de sécurité sociale de la catégorie D de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et des institutions publiques de sécurité sociale reprises dans l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale.

La catégorie sous 3^o comprend :

a) les organismes à gestion ministérielle, soumis directement à l'autorité du ministre dont ils relèvent et auquel sont confiés les pouvoirs de gestion ; ce sont les organismes d'intérêt public de la catégorie A visés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative aux organismes d'intérêt public ;

b) les organismes à gestion autonome, bénéficiant d'une autonomie organique, sans préjudice des pouvoirs de tutelle et de contrôle du ministre dont ils relèvent ; ce sont les organismes de la catégorie B et C visés à l'article 1^{er} de la loi précitée du 16 mars 1954.

Sont assimilés aux organismes administratifs publics à gestion autonome, sur base d'une liste établie dans la loi budgétaire, les entités, avec personnalité juridique, qui ne sont pas exclues sur base du présent point 3^o et qui sont classifiés par l'Institut des Comptes nationaux, sous l'administration centrale, à savoir le code S1311.

4^o les entreprises à caractère commercial, industriel ou financier, dotées d'un régime d'autonomie mais sans personnalité juridique, appelées 'entreprises d'État'. Le Sénat, la Chambre des représentants, et les services dont le budget est approuvé par la Commission de la comptabilité de la Chambre des représentants ne sont pas considérés comme des services au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o ».

¹ Sur le fondement juridique de l'arrêté royal du 20 mai 2022, voir l'avis 79.285/2 donné le 4 juin 2026 sur un avant-projet de loi « portant des dispositions diverses en matière de santé (I) », *Doc. parl.*, Chambre, 2025-2026, n° 56-1619/001 et 1620/001, pp. 409-431.

3.2. Il ressort des éléments qui suivent que la Police fédérale doit être comprise dans le périmètre de l'« administration générale » au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 22 mai 2003 :

1^o L'arrêté royal du 20 mars 2023 'portant exécution de l'article 29 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' définit à l'article 1^{er}, 4^o, l'« administration générale » comme étant « les services visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o de la Loi ».

Le rapport au Roi précise que « [l]'administration générale comprend tous les services publics fédéraux (SPF), les services publics de programmation (SPP), le ministère de la défense, la police fédérale et les différentes cellules stratégiques des ministres compétents concernés » ;

2^o L'article 24 de la loi-programme du 23 décembre 2009 a inséré un article 136 dans la loi du 22 mai 2003, qui prévoyait notamment que, dans le cadre de l'intégration des immobilisations dans le système comptable, les « services visés à l'article 2, 1^o » de la loi évalueraient leurs immobilisations nouvellement acquises à partir du 1^{er} janvier 2012 en ce qui concerne le SPF Intérieur, le Ministère de la Défense, la Police fédérale et le SPP Politique scientifique.

Cette disposition classait donc explicitement la Police fédérale parmi les services visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o ;

3^o Divers documents officiels issus de la Cour des comptes ou du SPF Stratégie & Appui classent par ailleurs également la Police fédérale parmi l'administration générale ².

4^o L'article 135 de la loi du 22 mai 2003 prévoit, « par dérogation à l'article 66 », des avances aux comptables de plusieurs SPF et SPP, ainsi qu'aux comptables du SPF Justice, du SPF Intérieur, du SPP Politique scientifique, du Ministère de la Défense et de la police fédérale, afin de permettre le paiement de certaines dépenses.

Or, l'article 66 se trouve dans le chapitre I « L'administration générale » du titre III « Dispositions particulières applicables aux services ».

Au demeurant, ce type de dérogations se retrouve dans les lois budgétaires. Ainsi, l'article 2.17.10 de la loi du 23 mars 2026 'contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2026', figurant sous la section 17 « Section 17.-Police fédérale et fonctionnement intégré » prévoit que « [p]ar dérogation à l'article 66 de la loi du 22 mai 2003 [...] des avances

² 182e Cahier – partie IV : Comptes annuels 2024 de l'État fédéral, Rapport adopté par l'assemblée générale de la Cour des comptes le 12 novembre 2025, p.4 (https://www.ccrek.be/sites/default/files/Docs/182e_c_obs_fed_PartieIV.pdf, consulté le 9 août 2026) et Commentaire relatif aux comptes consolidés, Année comptable 2023, p.7 (https://www.ccrek.be/sites/default/files/Docs/182e_c_obs_fed_PartieIV_Annexe.pdf, consulté le 9 août 2026) ou encore <https://bosa.belgium.be/fr/themes/budget-et-comptabilite/comptabilite-publique/les-comptes-annuels-de-letat-federal>, consulté le 9 août 2026.

successives dont le montant annuel total ne peut excéder 2.735.000 euros, peuvent être consenties au comptable des avances de la police fédérale désigné comme tel ».

Si la Police fédérale n'était pas considérée comme faisant partie de la notion d'administration générale au sens de la loi du 22 mai 2003, il n'y aurait pas lieu de prévoir une dérogation à une disposition qui ne lui serait pas applicable.

5° Enfin, si la Police fédérale ne devait pas être considérée comme un service au sens de l'article 2 de la loi du 22 mai 2003, le titre II de cette loi ne lui serait pas non plus applicable, et notamment l'article 33 dans le prolongement duquel se situe l'arrêté royal du 20 mai 2022.

En d'autres termes, il ne serait plus requis d'obtenir l'avis de l'Inspecteur des Finances ou l'accord du Ministre du Budget pour les projets relatifs à la police même si les conditions d'application de leur intervention étaient réunies conformément à l'arrêté royal du 20 mai 2022.

Une telle interprétation, qui contredirait par ailleurs la pratique actuelle selon laquelle ces contrôles ont toujours été exercés pour les projets concernant la Police fédérale, ne peut être retenue puisqu'il résulte des éléments qui précèdent que la Police fédérale relève de la notion d'« administration générale » au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 22 mai 2003.

L'arrêté royal du 20 mai 2022 lui est donc applicable.

Dès lors que le projet entend modifier des dispositions statutaires relatives au personnel de la Police fédérale, l'accord du Ministre de la Fonction publique constitue bien une formalité obligatoire qui devait être accomplie et mentionnée au préambule sous la forme d'un visa, comme cela figure à juste titre à l'alinéa 4 du préambule.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Dans un nouvel alinéa 2, l'arrêté royal du 20 novembre 2001 'fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police' sera visé puisqu'il est modifié par le projet.
2. À l'actuel alinéa 3, la date du 22 avril 2026 sera mentionnée.
3. Les formalités préalables obligatoires seront classées dans l'ordre chronologique de leur accomplissement en commençant par la plus ancienne.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In de brief met de adviesaanvraag staat het volgende:

“En outre, dans le cadre de son accord, la Ministre de l’Action et de la Modernisation publiques, chargée de la Fonction publique, a émis une remarque remettant en cause sa consultation en la matière. Dès lors, par la présente saisine, nous aimerions également obtenir l’avis du Conseil d’État à cet égard.”

De afdeling Wetgeving oefent, in het kader van de adviesaanvragen die aan haar worden gericht, de controle uit waarin de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorzien. Ze hoort in principe dus geen algemene vragen te beantwoorden, noch vragen die geen rechtstreeks verband houden met de inhoud van het ontwerp, die haar in de brief met de adviesaanvraag zouden worden gesteld. Aangezien haar *in casu* op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van die wetten om advies wordt verzocht over een ontwerp van koninklijk besluit, dient ze niet alleen de bevoegdheid van de steller van de handeling en de rechtsgrond te onderzoeken, maar dient ze ook na te gaan “of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld”.

De vraag of een voorafgaand vormvereiste, *in casu* dat van de akkoordbevinding van de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, al dan niet verplicht is, is dus een van de zaken die uitdrukkelijk door de afdeling Wetgeving moeten worden gecontroleerd.

2. In de brief van de minister belast met Ambtenarenzaken van 1 juni 2026 aan de minister van Binnenlandse Zaken staat het volgende:

“Evenwel wil ik erop wijzen dat het in principe niet aan mij is om mij in het kader van de administratieve controle uit te spreken over wijzigingen aan het administratief statuut van de federale politie. Dit valt immers buiten het toepassingsgebied van artikel 2, eerste lid, 1°, 2° en 4° van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat. Aangezien de oorspronkelijke versie van het voorliggende koninklijk besluit werd voorgelegd voor akkoord aan de minister van Ambtenarenzaken, heb ik de controle toch uitgevoerd om het beginsel van het ‘parallelisme van de vormen’ te respecteren.”

Aangezien het vierde lid van de aanhef de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken in een aanhefverwijzing vermeldt, dient te worden uitgemaakt of de steller van het ontwerp daadwerkelijk om die akkoordbevinding moest verzoeken als een “voorgeschreven vormvereiste” in de zin van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’, en dus ook of hij de vervulling van dat vormvereiste in een aanhefverwijzing moest vermelden als een verplicht vormvereiste.

3.1. Artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 ‘betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole’ stelt dat ontwerpen van koninklijk besluit die ertoe strekken de personeelsformaties dan wel het administratief of het geldelijk statuut van het personeel van de “diensten” vast te stellen of te wijzigen, om akkoordbevinding aan de minister van Ambtenarenzaken moeten worden voorgelegd.

Volgens artikel 1 van dat besluit – waarvan de aanhef artikel 33, eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’ als rechtsgrond vermeldt¹ – is dat besluit uitsluitend van toepassing op de “diensten” bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°, 2° en 4°, van de wet van 22 mei 2003.

Voor de toepassing van het begrip “diensten” onderscheidt artikel 2 van die wet vier categorieën, met name het algemeen bestuur (1°), de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie (2°), de administratieve openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid (3°) en de staatsbedrijven (4°):

“Voor de toepassing van deze wet wordt onder ‘diensten’ verstaan de administraties, instellingen en ondernemingen van de federale Staat, behorende tot een van de volgende categorieën:

1° het algemeen bestuur, dat alle federale overheidsdiensten hergroepeert;

2° de administraties met beheersautonomie maar zonder rechtspersoonlijkheid, ‘administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie’ genaamd;

3° de overheidsinstellingen met rechtspersoonlijkheid, ‘administratieve openbare instellingen’ genaamd, met uitzondering van de openbare instellingen van sociale zekerheid van de categorie D van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en van de openbare instellingen van sociale zekerheid bedoeld in het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid.

De categorie onder 3° omvat:

- a) de instellingen met ministerieel beheer, die rechtstreeks zijn onderworpen aan het gezag van de minister onder wie ze ressorteren en aan wie het beheer is toevertrouwd; het gaat om de instellingen van openbaar nut van categorie A bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de instellingen van openbaar nut;
- b) de instellingen met beheersautonomie, die genieten van een organieke autonomie, onverminderd het toezicht en de controle van de minister onder wie ze ressorteren; het gaat om de instellingen van categorie B en C bedoeld in artikel 1 van voornoemde wet van 16 maart 1954.

Worden gelijkgesteld met de administratieve openbare instellingen met beheersautonomie, op basis van een lijst opgenomen in de begrotingswet, de entiteiten, met rechtspersoonlijkheid, die niet worden uitgesloten op grond van dit punt 3° en die door het Instituut voor de Nationale Rekeningen, geclassificeerd worden onder de centrale overheid, zijnde code S1311.

¹ Zie, over de rechtsgrond van het koninklijk besluit van 20 mei 2022: advies 79.285/2 van 4 juni 2026 over een voorontwerp van wet ‘houdende diverse bepalingen inzake gezondheid (I)’, *Parl.St.* Kamer 2025-26, nr. 56-1619/1 en nr. 1620/1, 409-431.

4° de ondernemingen met een handels-, industrieel of financieel karakter, met een vorm van autonomie maar zonder rechtspersoonlijkheid, 'staatsbedrijven' genaamd.

De Senaat, de Kamer van Volksvertegenwoordigers, en de diensten waarvan de begroting wordt goedgekeurd door de Commissie voor de Comptabiliteit van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, worden niet beschouwd als diensten zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1° tot 4°."

3.2. Uit wat hierna volgt blijkt dat de federale politie moet worden beschouwd onder de noemer "algemeen bestuur" in de zin van artikel 2, eerste lid, 1°, van de wet van 22 mei 2003:

1° In artikel 1, 4°, van het koninklijk besluit van 20 maart 2023 'tot uitvoering van artikel 29 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat' wordt het "algemeen bestuur" gedefinieerd als "de diensten bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1° van de Wet".

In het verslag aan de Koning staat dat "[men o]nder het algemeen bestuur dient (...) te verstaan alle federale overheidsdiensten (FOD's), programmatorische overheidsdiensten (POD's), het ministerie van landsverdediging (Defensie), de federale politie en de verschillende beleidscellen van de betrokken bevoegde ministers".

2° Artikel 24 van de programmawet van 23 december 2009 heeft in de wet van 22 mei 2003 een artikel 136 ingevoegd dat onder meer bepaalt dat, in het kader van de opname van de vaste activa in het boekhoudsysteem, de "in artikel 2, 1°, [van de wet] bedoelde diensten" hun nieuw verkregen vaste activa vanaf 1 januari 2012 zouden waarderen voor de FOD Binnenlandse Zaken, het ministerie van Defensie, de federale politie en de POD Wetenschapsbeleid.

Die bepaling deelde de federale politie dus uitdrukkelijk in bij de diensten bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°.

3° Ook in verschillende officiële documenten van het Rekenhof en van de FOD Beleid en Ondersteuning wordt de federale politie overigens bij het algemeen bestuur ingedeeld.²

4° Luidens artikel 135 van de wet van 22 mei 2003 worden "in afwijking van artikel 66" voorschotten toegekend aan de rekenplichtigen van verschillende FOD's en POD's alsook aan de rekenplichtigen van de FOD Justitie, de FOD Binnenlandse Zaken, de POD Wetenschapsbeleid, het ministerie van Defensie en de federale politie, om de betaling van sommige uitgaven mogelijk te maken.

² 182e Boek – deel IV: Jaarrekening 2024 van de federale Staat, Verslag goedgekeurd in de algemene vergadering van het Rekenhof van 12 november 2025, p. 4 (https://www.ccrek.be/sites/default/files/Docs/182e_b_opm_fed_DeelIV.pdf, geraadpleegd op 9 augustus 2026), en Verantwoordingsbijlage bij de geconsolideerde jaarrekening boekjaar 2023, p. 7 (https://www.ccrek.be/sites/default/files/Docs/181e_b_opm_fed_DeelIV_Bijlage.pdf, geraadpleegd op 9 augustus 2026), of nog <https://bosa.belgium.be/nl/themas/begroting-en-boekhouding/overheidsboekhouding/jaarrekening-van-de-federale-staat>, geraadpleegd op 9 augustus 2026.

Artikel 66 maakt echter deel uit van hoofdstuk I “Het algemeen bestuur” van titel III “Bijzondere bepalingen van toepassing op de diensten”.

Afgezien daarvan komt dat soort afwijkingen ook voor in begrotingswetten. Zo bepaalt artikel 2.17.10 van de wet van 23 maart 2026 ‘houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2026’, dat zich bevindt in afdeling 17 “Sectie 17 Federale Politie en geïntegreerde werking”, dat “[i]n afwijking van artikel 66 van de wet van 22 mei 2003 (...) opeenvolgende voorschotten [mogen] worden toegekend aan de daar voor aangewezen rekenplichtige van de voorschotten van de federale politie. Deze voorschotten mogen een jaarlijks totaal van maximum 2.735.000 euro niet overschrijden.”

Indien de federale politie niet zou worden beschouwd als een algemeen bestuur in de zin van de wet van 22 mei 2003, zou er geen reden zijn om te voorzien in een afwijking van een bepaling die niet op haar van toepassing zou zijn.

5° Indien de federale politie ten slotte niet zou worden beschouwd als een dienst in de zin van artikel 2 van de wet van 22 mei 2003, zou titel II van die wet, en met name artikel 33 waarop het koninklijk besluit van 20 mei 2022 aansluit, evenmin op haar van toepassing zijn.

Met andere woorden: voor ontwerpen betreffende de politie zou het advies van de inspecteur van Financiën of de akkoordbevinding van de minister van Begroting niet langer vereist zijn, ook al zou overeenkomstig het koninklijk besluit van 20 mei 2022 voldaan zijn aan de voorwaarden om er gebruik van te maken.

Een dergelijke interpretatie, die overigens in tegenspraak zou zijn met de huidige praktijk volgens welke die controles al altijd zijn uitgevoerd voor ontwerpen betreffende de federale politie, kan niet worden gevolgd, aangezien uit het voorgaande voortvloeit dat de federale politie onder het begrip “algemeen bestuur” valt in de zin van artikel 2, eerste lid, 1°, van de wet van 22 mei 2003.

Het koninklijk besluit van 20 mei 2022 is dus van toepassing op de federale politie.

Aangezien het ontwerp strekt tot wijziging van statutaire bepalingen betreffende het personeel van de federale politie, vormde de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken wel degelijk een verplicht te vervullen vormvereiste en moest het als aanhefverwijzing worden vermeld, zoals in het vierde lid van de aanhef terecht wordt gedaan.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In een nieuw tweede lid moet het koninklijk besluit van 20 november 2001 ‘tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten’ worden vermeld, aangezien het bij het ontwerp wordt gewijzigd.
2. In het huidige derde lid moet de datum van 22 april 2026 worden vermeld.

3. De verplichte voorafgaande vormvereisten moeten worden vermeld in de chronologische volgorde waarin ze zijn vervuld, te beginnen met het oudste.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX